



MEXIQUE



D 2171 • Mx18
1-15 septembre 1997

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Église-État
Persécution religieuse
Répression
Processus de paix
Rôle de l'Église

UNE VÉRITABLE PERSÉCUTION CONTRE L'ÉGLISE

L'expression n'est pas excessive : il s'agit bel et bien d'une persécution sciemment menée contre l'Église du diocèse de San Cristóbal de Las Casas, dans le Chiapas. Récemment, l'évêque coadjuteur, Mgr Raúl Vera López o.p., déclarait à DIAL que le pouvoir en place avait le projet délibéré de "réduire" l'Église dans la région du Chiapas. Solidaires des populations indigènes et des pauvres, soutenus par la parole et le comportement exemplaire de Mgr Samuel Ruiz García, évêque du diocèse et médiateur officiel dans le conflit qui oppose les zapatistes et le gouver-

nement (cf. DIAL D 2101), les chrétiens du diocèse qui sont fidèles à leurs convictions évangéliques paient cet engagement d'un prix particulièrement élevé. Signalons à ce propos que le rapport publié en avril 1997 par Human Rights Watch/America sur la responsabilité de l'État dans la violence rurale au Mexique consacre un chapitre entier aux "attaques contre la communauté religieuse au Chiapas"¹. On trouvera ci-dessous le texte diffusé le 21 juin 1997 par le diocèse de San Cristóbal de Las Casas, avec le nom des signataires officiels.

À la communauté catholique du Mexique,
Aux frères des autres Églises chrétiennes,
À l'opinion publique,
Aux médias.

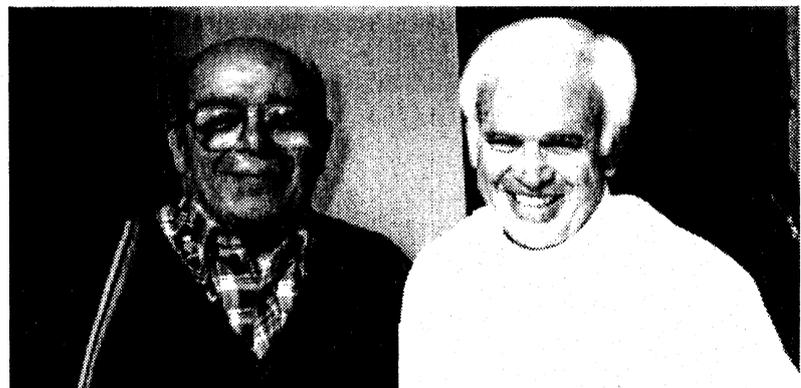
1. LES FAITS

Notre diocèse de San Cristóbal de Las Casas, après la visite du président de la Conférence épiscopale mexicaine et de la Commission épiscopale pour la paix dans l'État du Chiapas, subit une nouvelle vague d'attaques contre son

travail pastoral.

Cette visite a mis en évidence l'unité des évêques et leur préoccupation pour la situation de guerre de faible intensité existant dans l'État du Chiapas, notamment dans Los Altos, dans le nord et dans la selva.

Poussés par l'urgence de la paix et de l'unité qu'exige de nous la situation que traverse notre pays, nous partageons avec vous, en toute franchise, la réalité que nous vivons au Chiapas et dont nous savons que d'autres diocèses la vivent au Mexique.



Mgr Samuel Ruiz García, évêque de San Cristóbal de Las Casas et Mgr Raúl Vera López o.p., évêque coadjuteur (photo DIAL).

1. *Implausible Deniability. State Responsibility for Rural Violence in Mexico*, Ed. Human Rights Watch, New York, Washington, Londres, Bruxelles, 1997, 96 p.

SOMMAIRE

> MEXIQUE : Une véritable persécution contre l'Église (1-3)

> MEXIQUE : Une lettre de la CONAI sur la situation au Chiapas (5-6)

> BRÉSIL : La IXème rencontre interecclésiale des communautés ecclésiales de base (7-9)

> AMÉRIQUE LATINE : Message final de la troisième rencontre latino-américaine de théologie indienne (11-12)

Ces attaques ne sont pas nouvelles ; mais ce qui est surprenant, c'est la persistance d'accusations manifestement fausses, comme celles qui sont dirigées contre notre évêque, Mgr Samuel Ruiz García. Il est désigné comme le responsable de la violence et de l'instabilité politique et sociale de l'État et il est accusé de distribuer des armes, de diriger l'insurrection et toute action de déstabilisation.

De telles accusations sont faites aussi dans divers moyens de communication contre notre évêque coadjuteur, le frère Raúl Vera López, ainsi que contre les agents pastoraux qui mènent à bien leur action évangélisatrice dans les différentes paroisses et missions et contre les catéchistes, "prédicaires" et diacres. Nous sommes ainsi exposés à des accusations sans fondements, à des agressions, à des menaces de mort et à des procès juridiques injustes qui peuvent aller jusqu'à la privation illégale de liberté comme ce fut le cas des deux frères jésuites et des deux catéchistes de Palenque, le 7 mars dernier².

Le fait que plusieurs organisations non gouvernementales remarquables particulièrement pour leur travail en faveur de la paix et au service du peuple pauvre soient également victimes de harcèlements et d'accusations mensongères, nous inquiète fortement.

Devant cette situation de harcèlement, nous établissons un bref bilan des multiples agressions subies depuis janvier 1994 :

Dans la zone dite du conflit (Ocosingo, Margaritas, Altamirano), nous subissons la surveillance des maisons paroissiales ainsi que le harcèlement et les menaces contre les agents de pastorale et l'hôpital d'Altamirano. Cette surveillance concerne aussi les visites que nous faisons dans les communautés. L'armée harcelait, contrôlait, filmait et enregistrait les célébrations religieuses.

Dans plusieurs communes, des soi-disant "marches pour la paix", dirigées par des maires, des dirigeants du parti officiel et des éleveurs, se terminaient en agressions verbales et menaces contre l'évêque et les agents de pastorale.

2. Cf. DIAL D 2138 (NdT).

Un autre cas regrettable fut une tentative de viol à l'égard d'une religieuse. Le diocèse a subi au début du conflit des campagnes de discrédit dans les médias - presse, radio et télévision - lorsqu'ont été diffusés de faux témoignages faits par des personnes qui, en pleurs, rendaient responsables de la violence l'évêque, les prêtres, les missionnaires et les catéchistes.

Lors de cette campagne de discrédit, dans un moment très grave, fut organisée une attaque physique par des groupes priistes³ de San Cristóbal, autodésignés comme les authentiques *coletos*, contre la résidence de l'évêque, siège de la Curie diocésaine. La persécution est allée si loin que les missionnaires étrangers vivent sous la menace constante d'expulsion ; les autorités exercent sur eux une pression en contrôlant leurs moindres mouvements, en les convoquant constamment aux bureaux de migration, en les privant de leurs documents et en retardant leurs démarches pour la régularisation juridique de leur séjour. Cela ne s'est pas limité seulement aux menaces, il y a eu des faits concrets comme les expulsions injustes et les refus d'autorisation pour revenir dans le diocèse. Actuellement, il y a sept prêtres (12 % du total de prêtres du diocèse) exilés de façon arbitraire. Le cas le plus récent est celui du prêtre écossais Henry McLaughlin. Certains d'entre eux ont été expulsés sous l'accusation de mener des actions étrangères à leur ministère et le Père Henry l'a été pour célébrer l'eucharistie sans permission du gouvernement. Leur véritable délit est de servir les pauvres comme le Christ.

La zone nord - Tila, Sabanilla, Tumbalá, Palenque, Salto de Agua, Bachajón y Chilón - a été le laboratoire de la guerre de faible intensité avec des attentats contre les maisons paroissiales et les églises avec des cocktails molotov, des conflits provoqués à l'intérieur des communautés ou entre organisations, l'intimidation créée par la présence des soldats et des

3. Priiste, c'est-à-dire lié au PRI, le Parti révolutionnaire institutionnel qui a exercé sans partage le pouvoir depuis soixante huit ans et qui vient de perdre la majorité absolue à l'Assemblée nationale avec les élections du 6 juillet 1997 (cf. DIAL D 2167) (NdT).

policiers, des agressions des groupes paramilitaires, portant le nom de "Chinchulines" ou "Paix et justice" - dont les délits restent impunis -, des rumeurs et des menaces.

On veut transformer les conflits politiques en affrontements religieux, en prétendant que les catholiques sont liés au zapatisme et au PRD⁴, en les faisant se confronter avec leurs frères des autres confessions religieuses qui sont identifiés aux "gardes blanches"⁵ du PRI, qui agressent et attaquent les catholiques d'une manière irrationnelle, les exilant de leurs communautés, fermant, brûlant et détruisant les petits sanctuaires, les images et tout signe religieux, allant jusqu'à profaner le Très Saint Sacrement. Les personnes déplacées ont témoigné que les groupes paramilitaires sont protégés au cours de leurs attaques par la Sécurité publique ou par l'armée. Ces institutions armées ont occupé quelques sanctuaires et édifices appartenant à l'Église catholique. Actuellement, certains d'entre eux restent toujours sous leur contrôle.

Certains catéchistes ont été jugés sommairement, ont été torturés et emprisonnés pour n'avoir pas voulu signer des documents accusant l'évêque et les prêtres de fournir des armes aux rebelles. Certains ont été assassinés.

Ceux qui ne veulent pas intégrer les groupes paramilitaires ont des amendes qui vont jusqu'à 2 000 pesos et vivent constamment menacés.

Devant toute tentative de dénonciation de la part de la société civile ou de réplique aux attaques faites à l'égard des communautés, on désigne immédiatement comme coupables les évêques et les prêtres, accusations qui sont également le fait de quelques officiers de l'armée, allant même jusqu'à affirmer de façon calomnieuse que nous avons béni les armes des zapatistes.

Les plaintes déposées par le diocèse contre les agressions ont été inutiles.

Certains agents de pastorale ont dû solliciter la protection de la justice,

4. Parti de la révolution démocratique, auquel appartient le nouveau maire (gauche) de Mexico (NdT).

5. Sur les "gardes blanches", cf. DIAL D 2090 (NdT).

mais on a continué de façon irresponsable à les accuser de divers délits.

Les informations récemment utilisées par quelques journalistes dans la presse locale permettent de supposer le recours aux écoutes téléphoniques pour espionner nos activités.

Nous avons mentionné ici quelques-unes des attaques directes faites contre le diocèse de San Cristóbal de Las Casas. Il est impossible de toutes les énumérer, mais ne sont pas absentes de notre cœur les souffrances de beaucoup de frères et soeurs qui, pour rechercher une vie digne et juste et être fidèles à leur foi catholique, vivent sous la menace constante et sont exposés à toutes sortes d'agressions. Les frères évangéliques qui connaissent des situations semblables ne sont pas peu nombreux et nous nous sentons aussi près d'eux.

Quelques-unes de ces attaques ne proviennent pas directement des fonctionnaires gouvernementaux. Il y a d'autres agents, mais l'impunité dont ils jouissent malgré les dénonciations rendent les autorités responsables et complices.

Tout ceci a créé une ambiance de lynchage qui met constamment en péril nos vies, fait obstacle à notre travail d'évangélisation, de réconciliation et de promotion humaine. C'est pourquoi nous considérons cette situation comme une véritable persécution contre l'Église, non seulement contre notre diocèse mais contre l'Église catholique du Mexique.

2. INTERPRÉTATION

La connaissance de ces faits dans le contexte du comportement du gouvernement à l'égard du diocèse ces dernières années nous fonde à dire que :

- Il ne s'agit pas seulement de faits isolés, mais d'une campagne bien orchestrée contre notre diocèse.

- Par tous les moyens on veut le faire apparaître comme un élément responsable du conflit du Chiapas et entraînant la solution de celui-ci.

- Le but de cette campagne est de le discréditer et de réduire sa crédibilité et son autorité morale. On souhaite faire taire une voix critique qui dérange les pouvoirs établis et met en évidence les contradictions entre le dis-

cours officiel et les actions concrètes.

- On prétend également discréditer le rôle de médiateur de Samuel Ruiz et de la CONAI, auxquels on ne pardonne pas leur action indépendante et critique.

L'attitude générale a été celle-là, mais après la visite de la Commission épiscopale à Tila et sa déclaration claire et courageuse en faveur de la paix, nous constatons que des fonctionnaires du gouvernement ont radicalisé leur discours et leurs actions contre notre diocèse.

Nous sommes inquiets parce que dans d'autres occasions, la recrudescence de ce type d'attaques a été le prélude à des attaques sévères contre le peuple pauvre, contre les indigènes et les paysans.

La logique du comportement des autorités civiles et militaires nous démontre que malheureusement on ne recherche pas une issue politique, contrairement à ce qu'on annonce, mais qu'on effectue bien plutôt des actions de force qu'on laisse impunies. On encourage ainsi une situation irréversible que l'on ne pourra plus maîtriser et qui rendra légitime une solution militaire.

Pour conclure, nous estimons que l'on est en train de discréditer une instance qui pourrait être un frein au massacre et au génocide du peuple du Chiapas.

Nous réaffirmons que le dépassement de la crise généralisée que vit actuellement notre pays passe par une solution adéquate à la crise chiapanèque. Sans une véritable solution pour le Chiapas, il n'y aura pas une solution réelle pour le Mexique.

Ce diocèse, qui veut servir le peuple et continuer à défendre les droits des pauvres, a aussi voulu partager leur sort.

3. APPEL

Nous invitons les catholiques et les frères des autres confessions chrétiennes à prendre conscience du fait que ces agressions à l'encontre du diocèse de San Cristóbal s'opposent au processus de paix et à l'espoir légitime d'une vie digne et juste des plus pauvres.

Également, devant la campagne destinée à occulter ou à interpréter de façon

tendancieuse les faits graves qui ont lieu au Chiapas, nous invitons la société civile à prendre des initiatives afin de diffuser une information véritable et dénoncer le projet de mort de ceux qui veulent maintenir leurs privilèges à tout prix.

Nous vous exhortons à exprimer de façon créative un soutien et une solidarité efficaces avec le diocèse de San Cristóbal et avec son projet pastoral né d'une option évangélique et ecclésiale. Nous invitons les autorités fédérales et de l'État à réviser leurs politiques et à orienter leurs actions dans le but d'apporter une solution aux véritables causes des conflits que vit notre pays. De cette façon la réconciliation et la collaboration entre toutes les instances de la société sera possible et permettra une paix véritable.

Quant à nous, nous voulons et nous proposons une articulation de nos actions avec toutes les instances qui cherchent à défendre la dignité de la personne et à construire une société de frères où nous puissions nous asseoir autour d'une même table présidée par notre frère aîné Jésus-Christ, pour partager le pain de la vérité, de l'amour et de la justice.

En réaffirmant notre engagement pour la vérité et la paix, nous mettons nos efforts et nos limites sous la protection de Santa Maria de Guadalupe, afin qu'elle intercède pour notre peuple devant Dieu, grâce auquel nous vivons.

Fraternellement.

Pour le diocèse de San Cristóbal de Las Casas :

Mgr Samuel Ruiz García, évêque du diocèse de San Cristóbal ; Fr. Raúl Vera López o. p., évêque coadjuteur du diocèse de San Cristóbal ; P. Felipe de Jesús Toussaint Loera, pour le Conseil presbytéral ; P. Oscar Salinas Nájera s. m., pour le Conseil pastoral ; Soeur Margarita Sánchez Díaz m. f., pour le Vicariat ; Fr Gonzalo Ituarte Verduzco, o. p., pour le Conseil des vicaires ; P. Eugenio Alvarez Figueroa ; P. Heriberto Cruz Vera ; P. Joél Padrón González ; P. José Luis Chanfón s. m.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.